

N° 5669

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

**PROPOSITION DE LOI**

**modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005  
relative au référendum au niveau national**

\* \* \*

*Dépôt (Mme Anne Brasseur) et transmission  
à la Conférence des Présidents (22.1.2007)*

*Déclaration de recevabilité et transmission  
au Conseil d'Etat et au Gouvernement (30.1.2007)*

**SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Texte de la proposition de loi .....	1
2) Exposé des motifs .....	1
3) Commentaire des articles .....	2

\*

**TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI**

**Art. 1er.** La présente loi a pour objet de modifier l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national.

**Art. 2.** L'alinéa 1er de l'article 35 est modifié comme suit :

„Les collèges des bourgmestre et échevins envoient, au moins cinq jours à l'avance, à chaque électeur une lettre de convocation indiquant le jour, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, le local où l'élection a lieu, et, s'il y a plusieurs bureaux, la désignation de celui où l'électeur est appelé à voter. Les collèges des bourgmestre et échevins font en outre publier, au moins cinq jours à l'avance, la convocation des électeurs dans au moins deux quotidiens à diffusion nationale. L'annonce comporte l'indication du jour, ainsi que des heures d'ouverture et de fermeture du scrutin.“

\*

**EXPOSE DES MOTIFS**

Dans le commentaire de l'article 68 du projet de loi No 4885 portant réforme de la loi électorale du 31 juillet 1924, il a été soulevé que „très souvent, l'électeur ne se trouve pas à son domicile pour faire la réception de sa lettre de convocation aux élections. Sachant que le vote est obligatoire au Grand-Duché de Luxembourg, l'électeur doit se présenter au bureau électoral, même sans avoir reçu une lettre de convocation. C'est pourquoi dorénavant la convocation des électeurs est également affichée dans chaque localité de vote“.

Les élections législatives et communales ont montré que tel est effectivement le cas. En effet, à la question parlementaire No 678 du 20 octobre 2005, Monsieur le Ministre de l'Intérieur avait répondu que „les lettres de convocation se trouvaient simplement dans les boîtes aux lettres (...).

*Voilà pourquoi, à l'occasion d'une prochaine modification de la loi électorale, une amélioration du système actuel est de mise.*“

Comme le même problème pour la convocation contre récipissé se pose pour le référendum, il faut adapter le texte en question en conséquence.

La présente proposition de loi tend justement à remédier à cette situation respectivement à entériner une pratique existante tout en rappelant à chaque électeur la date et le déroulement précis des élections, ceci par le biais d'une convocation écrite, sans récépissé, et par une annonce dans la presse indigène. Voilà pourquoi il est proposé de supprimer l'obligation de l'envoi de la convocation contre récépissé.

\*

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### *Article 1er*

### *Article 2*

L'obligation des collèges des bourgmestre et échevins d'envoyer à chaque électeur une lettre de convocation aux élections „sous récépissé“ est abolie, étant donné que la pratique a montré que l'électeur très souvent ne se trouve pas à son domicile pour faire la réception de sa lettre de convocation. Il est loisible de faire distribuer les convocations par voie postale ou par porteur. Néanmoins, le principe d'information des électeurs sera garanti voire renforcé, de manière à ce qu'il soit rappelé à chaque électeur la date et le déroulement précis des élections par le biais et d'une convocation écrite et d'une annonce dans la presse indigène.